



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/51/398
24 septembre 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante et unième session
Point 10 de l'ordre du jour

RAPPORT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL SUR L'ACTIVITÉ DE L'ORGANISATION

Lettre datée du 23 septembre 1996, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de Sri Lanka auprès
de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'appeler votre attention sur une question qui est source de grave préoccupation et de mécontentement pour le Gouvernement sri-lankais.

Dans le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/51/1), la section relative à Sri Lanka présente un tableau partial, dépassé, et de ce fait fallacieux, de la situation qui règne dans le pays.

Pour replacer les événements actuels dans leur contexte, il est nécessaire de présenter les faits suivants :

Les attaques armées ont pris fin à la suite d'un accord obtenu en janvier 1995 entre le Gouvernement sri-lankais et un groupe terroriste sécessionniste appelé les Tigres de libération de l'Eelam Tamil (LTTE). Bien que dans les premiers temps les LTTE aient toujours fait preuve d'intransigeance, le Gouvernement pensait de bonne foi que le conflit en cours pouvait trouver une solution durable par la négociation. Toutefois, l'accord a été rompu unilatéralement par les LTTE en avril 1995, et ceux-ci ont depuis repris leur campagne d'actes calculés de terreur contre des civils et d'actes délibérés de violence ayant pour cible des établissements publics politiques, militaires et économiques. Les LTTE sont le seul groupe de la minorité tamile à Sri Lanka qui ait choisi de rester en dehors du processus de négociation en cours pour établir la paix dans le pays – processus auquel participent en ce moment tous les partis et groupes politiques, de même que le grand public, nonobstant les complexités de la chose. Face à la violence à laquelle les LTTE continuent d'avoir recours, le Gouvernement a été obligé de prendre des mesures pour rétablir son administration dans certaines parties de la province du Nord et en déloger les LTTE, qui contrôlaient ces zones. Il est regrettable que l'action légitime prise par un gouvernement pour reprendre le contrôle d'une partie de son propre territoire pour en préserver l'intégrité soit présentée

dans le rapport du Secrétaire général comme une tentative de "prise" d'un territoire étranger par le lancement d'une "offensive", et de ce fait comme la cause des problèmes humanitaires qui ont surgi et de l'inversion du processus de paix.

Le rapport parle ensuite d'un "exode massif" qui s'est ensuivi pour quitter la ville de Jaffna tout en gardant un silence de mauvais augure sur deux faits cruciaux que reconnaissent des observateurs indépendants, des gouvernements étrangers et même des organismes des Nations Unies :

a) Ce sont les LTTE, et non pas le gouvernement, qui ont, par la force des armes, contraint la population à quitter Jaffna pour prendre la route de l'"exode";

b) Avec le rétablissement progressif de l'administration de l'État et de conditions normales dans le district de Jaffna, la grande majorité de ceux que les LTTE avaient contraints à partir, soit plus de 400 000 personnes, sont revenus chez eux, au défi des LTTE et malgré les dangers considérables que cela leur faisait courir.

Il est également intéressant que le rapport omette de dire que ces personnes déplacées se voient fournir des denrées alimentaires et autres biens et services essentiels par le Gouvernement sri-lankais, à un coût considérable, et reçoivent une assistance de plusieurs gouvernements amis ainsi que de l'ONU et d'autres organes, notamment le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), et que cette assistance se fait malgré le fait que les LTTE en saisissent de grandes quantités.

Si le sort des personnes déplacées continue de retenir l'attention soutenue du Gouvernement, le fait est qu'une catastrophe humanitaire de grande ampleur a été évitée grâce à l'opportune intervention du Gouvernement sri-lankais, qui s'acquitte ainsi de l'engagement qu'il a pris de promouvoir le bien-être de l'ensemble de sa population.

Le Président de Sri Lanka a lancé directement un appel international en faveur du relèvement et de la reconstruction du nord et de l'est du pays, régions qui ont le plus pâti du terrorisme.

Tout en reconnaissant l'appui institutionnel du PNUD aux efforts de coordination des secours déployés par le Gouvernement, il faut souligner que le Gouvernement sri-lankais n'a pas demandé au PNUD ni à aucun autre organisme des Nations Unies d'intervenir dans un programme de "réconciliation" que, d'après le rapport du Secrétaire général, le PNUD aurait envisagé.

Le Gouvernement sri-lankais souhaite souligner qu'il estime que le rapport du Secrétaire général devrait toujours présenter exactement les faits tels qu'ils sont à la date de publication. Il est regrettable que, pour le rapport actuel, cela n'ait pas été le cas en ce qui concerne Sri Lanka.

Le rapport risquant de donner une impression fautive de Sri Lanka, je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document de l'Assemblée générale au titre du point 10 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent de Sri Lanka
auprès de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) H. L. de SILVA
